

# CAMBODGE NOUVEAU

1 - 15 nov. 1996

Politique Economie Finances

2ème année Numéro 60

## tractations

**P**ardonner, c'est peut-être très bien, surtout dans l'intérêt de la paix. Un pardon général de la quasi-totalité des prisonniers, demandé par certains bouddhistes, approuvé par des défenseurs des droits de l'Homme, le Roi l'avait souhaité, à l'occasion de son anniversaire le 31 octobre.

**Les raisons : comment maintenir en prison des gens bien moins coupables que Ieng Sary qui lui, a été gracié ? C'est vrai. Et puis les prisons sont telles que l'on y perd la santé, parfois la vie, en plus de la liberté. C'est vrai aussi.**

**Mais il y a eu des protestations d'étudiants et de députés : libérer tant de criminels, cela risque d'augmenter la criminalité, d'enlever toute autorité au système pénal. C'est encore vrai. Et le Roi a retiré sa grâce.**

**Ce débat serait bel et bon si les argumenteurs étaient sincères. Mais c'est la politique qui les inspire. L'un des deux grands partis cherche à séduire les anciens khmers rouges, à les attirer de son côté. L'autre cherche à limiter les dégâts, le risque de les voir s'introduire sur la scène politique.**

**A Païlin, qui manoeuvre le mieux ? Quelle est la valeur, à l'argus de la politique, d'un khmer rouge historique sur le déclin, avec des forces qui s'effilochent, mais qui pourrait faire une force d'appoint aux élections ? Et qui a encore un certain pouvoir de nuire ?**

**Après ces obscures tractations, il y aura finalement des gagnants et des perdants, en termes de finances, et de pouvoirs. Bien sûr personne ne doute que les gagnants seront les Cambodgiens !**

C.N.

## FINANCES, BUDGETS ET TRACAS

**C**omment vont les finances du Cambodge ? La question peut être posée au moment où s'achève ou peu s'en faut, l'exercice 1996, où la dernière main vient d'être mise au projet de budget pour 1997.

En gros : pas très mal, mais pas très bien.

### les dérives de la Défense

*Côté dépenses*, il y a eu de grosses "dérives" au cours du budget 1996, comme il y en avait eu en 1995, notamment dans les dépenses d'équipements militaires. Conséquence : il a fallu sacrifier les budgets d'équipement et d'investissements de l'Education et de la Santé, déjà très faibles, puisqu'on ne pouvait pas diminuer les salaires (les salaires dans l'armée n'ont en fait été que partiellement versés, et les salaires en général sont en fait rognés par l'inflation).

Cette situation a été dénoncée avec force par Sam Rainsy (CN n° 57).

*Côté recettes*, fortes anomalies aussi. Les impôts ne représentent encore qu'une faible partie de ces recettes.

### les anomalies douanières

Ce sont les recettes douanières qui attirent surtout l'attention. Elles sont assez nettement inférieures aux prévisions, la cause principale étant les exonérations accordées de façon arbitraire par les plus hautes autorités.

D'autre part le scandale de l'exploitation illégale des forêts n'a pas cessé. Très souvent dénoncées, explicitées par l'association britannique *Global Witness*, relayées par Sam Rainsy, par une certaine partie de la

presse, et par Sa Majesté le Roi lui-même, ces graves anomalies ont fini par lasser le FMI, qui est le gardien vigilant de l'orthodoxie des finances cambodgiennes.

### Le FMI réagit

Lassé de donner de discrets conseils au gouvernement sans être écouté au sujet de l'exploitation clandestine de la forêt cambodgienne, de recevoir des promesses non suivies

### exploitation des forêts : le gouvernement mis en demeure de respecter ses engagements

d'effets, le FMI a pris une décision concrète : il "retient" une partie de son aide à la balance des paiements cambodgienne.

Cette aide se monte à 84 millions de dollars pour les trois années 1995-96-97, soit 28 par an. Ce sont des prêts à des conditions très favorables, proches du don. (En fait les chiffres réels sont plus élevés, parce qu'il s'agit de "droits de tirage spéciaux", dont la valeur est supérieure à celle du dollar, de 25 % environ). Cette aide à la balance des paiements permet au gouvernement de payer ses importations en devises. Deux premiers tirages, soit 56 millions de dollars, ont déjà été effectués. Restent 56 millions, "retenus".

Il ne s'agit nullement d'une "punition", explique le FMI, mais du non respect d'un contrat, signé aux plus hauts niveaux. Chaque versement de 28 millions de dollars est assorti de conditions.

Elles avaient été rappelées au gouvernement lors de la réunion du groupe consultatif à Tokyo en juillet. Elles n'ont pas été respectées.

Il avait été convenu en mars que ces "droits de tirage" seraient disponibles fin octobre si dans l'intervalle des mesures élémentaires étaient prises pour régulariser les anomalies constatées.

### et si l'aide extérieure ralentissait ?

Or, comme l'indique une lettre envoyée par le FMI le 4 octobre au gouvernement cambodgien (lettre qui n'était pas destinée à la publication, mais il y a eu une "fuite"), presque rien n'a été fait, malgré les déclarations diverses du ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche. Il semble qu'à aucun moment les demandes du FMI n'aient été prises au sérieux.

Les conséquences de la "retenue" du FMI sont de deux sortes. Si le gouvernement doit affronter des problèmes de trésorerie, ou de devises, ces "droits de tirage" servant de réserves, il devra diminuer ses importations. C'est une "gêne" sérieuse. Les réserves représentent actuellement 1 mois 1/2 d'importations.

Les importateurs privés et les banques répondent à leurs propres besoins (il n'y a pas de "refinancement") et ne sont pas touchés.

Autre conséquence possible, de plus grande envergure : les autres grands bailleurs de fonds, la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, et les bailleurs bi-latéraux, tous très attentifs aux réactions du FMI, pourraient bien à leur tour "retenir", ou freiner leur aide.

(suite page 2)

## à l'intérieur

Finances, budgets, tracés

Aide française : les protocoles

Projets à suivre

Livres

pages 1 - 2 - 3

page 4

pages 5 - 6 - 7

page 8

# FINANCES, BUDGETS, TRACAS

(suite de la page 1)

Cela conduirait rapidement le Cambodge au désastre.

"Rien de tel ne s'est pour l'instant produit, les bailleurs bilatéraux tiennent leurs promesses, nous dit le Secrétaire général du CRDB M. Chhieng Yanara, nous avons négocié avec succès avec l'Australie, la Suède, le Trésor Français, nous allons à Bruxelles pour signer un accord-cadre avec l'Union Européenne, les négociations avec l'Allemagne auront lieu en novembre, elles se poursuivent avec le FMI et la Banque Mondiale ...".

### 5 ans de survie ?

Sans aide extérieure le délai avant l'effondrement pourrait être d'environ 5 ans, prévoient certains fatalistes. Le gouvernement pourrait tenir grâce aux revenus du bois et quelques autres. Mais à l'évidence la population serait sacrifiée à sa survie. A vrai dire, personne ne croit que le gouvernement pourrait suivre un tel itinéraire. Il est contraint à réagir.

En toute hâte, le Conseil des Ministres a adopté, le 24 oc-

tobre, un Code forestier censé contrôler et arrêter enfin les exportations clandestines de bois.

Cette mesure a été aussitôt dénoncée comme insuffisante, voire totalement inefficace, par l'observateur attentif et exigeant qu'est depuis des années M. Sam Rainsy, et par le député PLDB Son Chhay, qui demande une fois de plus que les contrats passés au début de l'année avec une vingtaine de sociétés thaïlandaises soient portés à la connaissance de l'Assemblée (voir A Propos).

Une importante mission du FMI va venir à Phnom Penh du 3 au 14 novembre. On saura alors si les mesures prises par le gouvernement lui ont paru assez crédibles pour que les "DTS" soient débloqués.

### L'aide du FMI est conditionnelle

Il est probable aussi que le FMI rappellera au gouvernement à quelles conditions "de base" il peut continuer à aider le Cambodge. Il faut que l'équilibre du budget soit respecté; il

faut que l'épargne locale soit élargie à hauteur des investissements (effort sur la fiscalité); il faut que le produit des exportations entre dans les caisses de l'Etat; etc ...

On peut penser que la façon dont le gouvernement va gérer les revenus des pierres précieuses de Païlin et des forêts de la région sera suivie avec beaucoup d'intérêt par les bailleurs de fonds.

### Le budget 1997

Le projet n'est pas encore rendu public, puisqu'il doit d'abord être présenté par le Ministre de l'Economie et des Finances aux deux Premiers Ministres avant d'être discuté et adopté par l'Assemblée nationale.

Il est cependant manifeste que ce projet cherche à corriger les faiblesses bien repérées.

### Côté dépenses :

-il faut mettre fin aux dépassements de la *Défense*. Les dépenses de Défense et de Sécurité resteront au même niveau (ou plutôt seront diminuées de la valeur de l'inflation) parce que l'armée va devoir absorber les khmers rouges ralliés : cela va compenser à peu près les économies faites sur les achats de matériels, de munitions, etc ... La Police d'autre part souhaite augmenter

ses moyens pour lutter contre la drogue, etc ... Mais il faudra en tous cas s'en tenir au budget prévu.

### dépenses, recettes : rigueur de rigueur

Pour l'Education, le budget tient compte de beaucoup de nouveautés : une année est ajoutée à l'enseignement primaire, les heures supplémentaires sont mieux rémunérées et beaucoup d'efforts seront faits pour le matériel, pédagogique, livres etc ...

Pour la Santé, le budget est "stabilisé", mais à un niveau jugé "élevé", et "la capacité d'absorption est faible".

### Côté recettes

Les recettes douanières sont au coeur d'un débat très actuel. L'adhésion du Cambodge à l'ASEAN en 1997 entraîne que toutes les taxes à l'importation soient réduites à un niveau maximum de 5 % à la date limite de 2003.

### libre échange accéléré ?

Mais le ministre du Commerce Cham Prasidh, pour attirer davantage les investisseurs au Cambodge, préconise une diminution bien plus rapide encore : que ces conditions soient réalisées dès 2000, 3 ans plus tôt que ne le demande l'ASEAN.

(suite page 3)

### l'exploitation des forêts

Les faits précis rapportés par *Global Witness* (CN 54 : "Le pillage des forêts continue") montrent que 19 compagnies thaïlandaises ont obtenu des contrats en janvier et février pour exporter des troncs en principe "coupés avant le 30 avril 1995" mais elles continuent en fait à abattre des arbres.

Le dommage est double : il porte gravement atteinte à l'environnement; il lèse gravement le budget de l'Etat, car les revenus de cette exploitation vont aux khmers rouges, à l'armée, aux

autorités locales, aux partis au pouvoir, mais pas au budget. C'est sur ce dernier point que le FMI est en droit de demander des comptes au gouvernement.

Les véhémentes protestations de partis comme le PNK et le PLDB se comprennent aisément : les revenus clandestins de l'exploitation de la forêt contribuent à renforcer le pouvoir des deux grands partis, alimentent leur propagande, permettent de faire quantité de générosités, comme d'ouvrir des écoles dans des campagnes éloignées ... et de gagner des supporters.

### les recettes de l'exploitation des forêts

1994	34,4 mio US\$
1995	21,6
1996 (prévu)	8,3

(réalisé 8 mois 1996 : 6,0)  
Les recettes baissent de façon spectaculaire, tandis que les cou-

pes continuent et augmentent ! Rappelons le calcul que M. Sam Rainsy a fait connaître : en ne coupant qu'un million de m<sup>3</sup> de bois au lieu de 2, et en le vendant même à la moitié du prix du marché international, le gouvernement pourrait se passer de l'aide budgétaire extérieure, 46 % environ du budget.

## A PROPOS ...

### inondations : plus de 780 000 victimes

Environ 120 000 ha de rizières ont été complètement détruits par les inondations, estime la Croix Rouge cambodgienne. Le nombre des victimes atteint 781 000, dont plus de 460 000 manquant de nourriture et d'abris ont besoin d'une aide d'urgence. Les provinces les plus touchées sont Kompong Cham, Prey Veng,

Kratie, Rattanakiri, Takeo, Stung Treng, Svay Rieng, Kandal, et l'agglomération de Phnom Penh. Répondant à l'appel lancé par le gouvernement en septembre, le PAM (Programme Alimentaire Mondial) notamment a distribué 1335 tonnes de riz. Plusieurs pays ont apporté des aides diverses.

Les inondations ont détruit ou endommagé d'autre part 40 km de routes et une soixantaine de ponts.

### quel "code forestier" ?

"La nouvelle politique forestière annoncée par le gouvernement royal du Cambodge ne contient pas les "actions concrètes" réclamées par le Fonds Monétaire International; elle ne montre aucune volonté de remplir les "obligations gouvernementales" faites à la réunion de Tokyo, elle n'assure pas un "système strict de surveillance et de contrôle", et elle ne prépare pas "l'adoption d'une stratégie forestière

nouvelle" (...) Le projet de Code est plein de lacunes : le ministère de l'Agriculture pourrait arbitrairement décider d'exceptions aux principes (...) pour les forêts protégées, il pourrait permettre aux fautifs d'éviter les tribunaux (...). Tout le monde sait que les permis d'exportation sont distribués sans discrimination. Les contrats secrets d'exploitation forestière doivent cesser (...) Tous les contrats et les permis d'exporter doivent être rendus

## A l'occasion de Son Anniversaire

les lecteurs de *Cambodge Nouveau*  
l'équipe du journal et ses annonceurs

présentent leurs vœux à

# Sa Majesté Norodom Sihanouk

(suite de la page 2)

### réforme fiscale

Les recettes fiscales doivent être selon lui entièrement restructurées : forte augmentation des impôts, et diminution (relative) des recettes douanières. En 2000 les recettes douanières ne devraient plus représenter que 25 % des recettes fiscales, contre 65 % actuellement.

La taxe sur le chiffre d'affaires, 28,9 % actuellement des recettes fiscales, en représenterait 50 % en 2000.

La taxe sur les bénéfices, 6,3 % des recettes actuellement, en représenterait 20 % en 2000.

Et les impôts sur les salaires (5 catégories selon le niveau des revenus) devront être mieux

perçus.

Le projet est bien dans l'esprit du libre échange.

Mais se pose dès lors le problème de l'efficacité du système de recettes. En réalité les contribuables sont encore assez mal repérés, et la collecte de l'impôt est encore très imparfaite. On peut douter que les souhaits du ministre puissent être réalisés avant plusieurs années.

Une première mesure serait, comme le préconise le projet de budget pour 1997, de mettre fin aux exonérations de taxes douanières qui sont trop souvent accordées arbitrairement au plus

haut niveau, de façon que les recettes, qui viennent actuellement principalement des douanes, soient en mesure de combler le déficit des dépenses courantes.

Il faut pour la même raison que les recettes de l'exploitation des forêts entrent dans les caisses de l'Etat. On sait que le "manque à gagner" dans ce domaine est énorme : il équivaut à la totalité du déficit budgétaire (voir encadré).

On se demande d'ailleurs pourquoi les fraudes qui affectent le secteur de l'hévéaculture ne sont pas dénoncées au même titre que les fraudes forestières.

Et dans le secteur de l'hévéaculture aussi existent des exonérations anormales de taxes douanières.

La rigueur dans la perception des recettes devra être d'autant plus grande que, à partir de janvier 1997, la Banque Mondiale ne donnera plus de "crédits sans affectations", une ligne du budget qui était destinée à "boucher les trous", et qui a été renouvelée deux fois, pour 62 et 60 millions de dollars.

"Il y a eu un certain laxisme, de notre part", estime la Banque Mondiale. "c'est fini, nous ne financerons plus que les projets "clés en mains", c'est à dire bien contrôlables".

## FINANCES, BUDGETS, ... TRACAS

publics (...) Il faut louer les services d'une société spécialisée, indépendante, expérimentée, qui contrôle tous les aspects, écologiques, économiques et financiers de la question (...)" (extraits d'une lettre ouverte de M. Sam Rainsy publiée par le Cambodia Daily du 30 octobre).

M. Sam Rainsy organise une manifestation du Parti Nation Khmère "contre la déforestation anarchique et la corruption du gouvernement" le 3 novembre.

### quelle volonté ?

"Ce projet de Code forestier n'est qu'un mensonge, estime le député BLDP Son Chhay, c'est une mesure "cosmétique" pour dissimuler la corruption qui a provoqué la colère du Fonds Monétaire International (...) Je n'aurai confiance dans les intentions du gouvernement que lorsque l'Assemblée nationale pourra voir les contrats en cours.

### banquiers francophones

Réunion à Phnom Penh le 20 novembre des gouverneurs de 20 banques centrales de pays francophones. C'est la troisième fois que cette réunion annuelle a lieu. Sur 180 pays, 32 sont réputés francophones.

Cette réunion n'a aucun caractère politique. Il s'agit d'un "regard commun entre gens qui parlent la même langue". La mondialisation, la "désintermédiation", la déréglementation

complète des transferts de capitaux, le volume énorme et la volatilité des mouvements de capitaux, le rôle majeur des fonds de pension américains sur tous les marchés du monde, ... rendent très difficile le rôle des banques centrales.

Il s'agit de prendre en compte cette situation, et d'autres telles que la répartition des réserves mondiales : 60 % sont en dollars, 20 % en DM et 20 % en yens.

(suite page 4)

**AIDE FRANCAISE**

**les protocoles financiers**

**L'**aide de la France au Cambodge a deux modalités principales : la coopération, et les "protocoles financiers".

Ces protocoles sont des accords bi-latéraux, entre le gouvernement français et le gouvernement cambodgien. Ils consistent à financer des contrats de type commercial passés entre d'une part le gouvernement cambodgien et d'autre part des entreprises françaises. Le matériel doit être français.

Le bailleur de fonds est le Trésor français. Il peut consentir des prêts ou des dons. Dans le cas du Cambodge, ce sont des dons. Le Trésor est le seul financeur.

"Il s'agit ensuite de surveiller le bon déroulement des contrats,

explique Dominique Causse, Conseiller Economique auprès de l'Ambassade de France, où il dirige le Poste d'Expansion Economique, *il faut aider à résoudre les difficultés s'il y en a, éventuellement vérifier la bonne exécution des contrats, dans leur lettre et dans leur esprit*".

Le premier protocole franco-cambodgien a été signé le 24 octobre 1991, le lendemain même des Accords de Paris, entre le ministre Pierre Bérégovoy et le Prince Sihanouk alors président du Conseil National Suprême. Il portait sur la réhabilitation de l'eau et de l'électricité.

Depuis, 5 autres protocoles ont été signés, le dernier le 20 octobre dernier. Montant cumulé des 6 protocoles: 297 millions de FF. Au 30 septembre 1996, 190,5 millions de FF avaient été décaissés : il y a évidemment un délai important entre la signature d'un protocole et la réalisation des projets (voir encadré).

**un outil bien adapté**

D'une façon générale, la réalisation de ces projets rencontre très peu de problèmes. Parce qu'ils sont choisis avec soin : on s'assure d'abord non seulement qu'ils répondent à des besoins pressants, mais qu'"ils peuvent marcher" (qu'il y a du savoir-faire et une "capacité d'absorption" suffisante), et aussi parce que le mécanisme de ces protocoles est bien adapté : études courtes, technique financière efficace, mise en oeuvre rapide.

La "montée en puissance" a pu ainsi avoir lieu dès la seconde année. Elle a été forte parce qu'il y avait urgence, un besoin de

"rattrapage". C'est pourquoi le Cambodge, par tête d'habitant, est aidé dans une proportion beaucoup plus forte que tout autre pays, Vietnam ou Laos par exemple.

Le montant du sixième protocole est nettement plus faible, que les précédents, mais il pourrait être augmenté en cours d'exercice.

Les programmes **Eau et Electricité**, les premiers et parmi les plus importants, ont bien marché, ils s'adaptent maintenant à un financement multilatéral plus important (Banque Asiatique, Banque Mondiale, Japon ...) qui prend le relais. L'aide française ne s'arrête pas, mais se réoriente à l'intérieur des mêmes secteurs. Pour les **Chemins de fer** : les deux programmes ont consisté à aider à faire fonctionner l'existant, principalement le matériel roulant, et à réorganiser la gestion. Il subsiste dans ce secteur des problèmes de sécurité, et à décider une politique des transports : quels doivent être les rôles respectifs de la route et du rail ? Il semble de bon sens de réserver les transports lourds, qui abiment les routes, au rail. Pour l'instant, le rail est plutôt sacrifié à la route, alors qu'il suffirait de relativement peu d'efforts pour le rendre nettement plus compétitif : matériel de manutention et de levage à la gare de Phnom Penh, aménagement de la zone de stockage.

Il reste à plus long terme à réaliser la grande liaison régionale Singapour-Chine, pour laquelle manquent deux tronçons : entre le Cambodge et la Thaïlande, et entre Phnom Penh et Ho Chi Minh.

On peut noter en matière d'**Assainissement** la livraison de trois hydrocureuses qui

nettoient les canalisations d'évacuation des eaux, une drague qui approfondit le Beng Trabek pour les recevoir.

En matière de **Santé** : équipement de l'hôpital Calmette et de l'Institut Pasteur.

**Cartographie et Cadastre** : important programme de l'IGN International (voir p. 7). L'impression des **billets de banque** est réalisée en France par Oberthur.

Le programme **Aviation Civile** comprend la livraison d'un hélicoptère, la formation de pilotes d'ATR, et l'équipement des tours de contrôle de Pochentong et de Siem Reap.

**Télécommunications** : Alcatel a réalisé le premier central téléphonique moderne de Phnom Penh (6000 lignes) et va introduire le système GSM : central, équipements de transmission, peut-être appareils (voir p. 7)

A **Angkor** ont été livrés des matériels de travaux (grue, ...).

**une aide plus sélective**

L'avenir des "protocoles" ? "Il est difficile à prévoir nous dit Dominique Causse. *Le climat général, en France, est aux économies. Concernant le Cambodge, il est certain que la politique d'aide devient plus sélective. Plus d'"enveloppes" au contenu peu défini. On entend financer de "bons projets", non politiques mais à la rentabilité certaine*".

**"protocoles", par secteurs répartition des six (millions de FF)**

Eau	81
Aviation civile	61
Electricité	49,3
Santé	21,1
Chemins de fer	18
Télécommunications	16
Cartographie, Urbanisme, Assainissement	11,5
Laboratoires	8
Billets de banque	8
Divers (télévision, radio, Angkor, manutention portuaire ...)	15

L'Aviation civile comprend des équipements de l'aéroport et l'aéronautique avec la formation des pilotes. La Santé comprend des laboratoires pharmaceutiques et un don à Handicap International. Laboratoires complète l'action de la Coopération. Manutention portuaire : il s'agit d'un stacker, grue à containers mobile à Sihanoukville.

**les 6 protocoles 1991-1996 (millions de FF)**

	montant	reste
1991	20	0
1992	63	presque 0
1993	62	1,0
1994	62	5,0
1995	55,4	50,0
1996	35	35
<b>total</b>	<b>297</b>	

**A PROPOS ...**

**cimenterie de Chak Krey Ting**

"La société chinoise *Guangdong Contruction* n'a pas du tout modernisé la cimenterie, nous dit un professionnel, bien au contraire, elle l'a laissée dans un état de vétusté qui nécessite d'importants investissements. Deux cheminées sur trois se sont écroulées (l'une vient d'être reconstruite par le repreneur suisse). Le rendement de la cimenterie est loin de

ce qu'il devrait être.

**chanceux !**

Heureuse issue ! Capturés le 20 octobre par une vingtaine de khmers rouges (vêtements noirs, kramas rouges), dans un village où ils s'étaient fourvoyés environ 35 km au nord-est de Oudong, 8 motocyclistes, 2 Français et 5 Cambodgiens, ont été relâchés 24 heures après. L'ordre de ne leur faire aucun mal est venu de la hiérarchie

rapidement, en une heure, avant même semble-t'il l'intervention du second Premier ministre. La rançon d'1 million de dollars réclamée a été oubliée. Khmers rouges et villageois ont apprécié les performances en cyclo-cross des captifs, et leur ont demandé de revenir.

**précision**

La partie de l'article sur le Crédit bancaire donnant le point de vue de la Banque nationale (CN 59 p.

5), était tirée d'un entretien avec M. Chea Sok, ancien directeur du Contrôle des banques, qui vient d'être nommé Directeur général de la Banque nationale.

**pas d'"Asie"**

Le projet de mensuel en français "Asie", dont le siège devait être situé à Bangkok, serait abandonné, selon certaines informations, le financement par le groupe *Jeune Afrique* se révélant insuffisant.

# PROJETS A SUIVRE

## EXPLORATION PETROLIERE

**Campex**, filiale de la société japonaise **Japex**, termine son troisième forage dans son bloc 3. Si ce puits se révèle "sec", le navire *Explorer III* commencera dès la mi-novembre à forer pour **Enterprise**, un mois plus tard si **Campex** veut faire des analyses supplémentaires.

**Enterprise Oil** (britannique à 50 %, **Total** française 30 %, **British Gas** 20 %), après avoir foré dans les eaux vietnamiennes (champ *Bach Ho*, bloc 17, dans le sud de *Vung Tau*), où elle a trouvé du pétrole, mais pas en quantité

## Beaucoup de dollars et beaucoup de patience ...

commercialisable (750 barils/jour), revient dans les eaux cambodgiennes. Un nouveau puits, "*Bayon*", le troisième pour 1996, va être commencé dans le nord du bloc 2, à l'ouest du puits "*Angkor I*" où en 1995 avaient été trouvés du gaz et des condensats. Le forage commencerait vers la mi-novembre.

Coût du forage : 6 millions de dollars. Depuis le début de ses opérations au Cambodge en 1993, **Enterprise Oil** a investi environ 35 millions de dollars.

"Je reste très optimiste, nous dit **John Shute**, responsable de **Enterprise Oil** pour l'Asie du sud-est. Il faut avoir une vision à

long terme dans notre métier, et savoir dépenser longtemps sans trouver. Ma société dépense 250 millions de dollars chaque année dans l'exploration pétrolière".

**Premier Oil**, qui avait fait en 1994 dans son bloc 4 une découverte intéressante (mais non commercialisable), attend le feu vert de ses partenaires (**Ampolex** australienne et **Idemitsu** japonaise, un tiers de la société chacune) pour forer un deuxième puits.

Le coût à prévoir n'est pas seulement celui d'un forage, soit environ 8 millions de dollars, mais de trois, soit 24 millions, nous dit **Jeremy Martins**, directeur de **Premier Oil**, car il faut en général que le puits d'exploration soit suivi d'un forage d'"évaluation", et d'un forage de "développement" (production). Nous sommes sur le point de prendre une décision, après étude de notre "carte tridimensionnelle", qui a fait apparaître de nouvelles possibilités. Mais ce forage ne commencera pas avant mars prochain.

Rien de nouveau pour les blocs 5, 6 et 7 (CN 52) qui restent à attribuer.

Et le **Tonle Sap** ? En principe zone protégée, le Grand Lac devrait échapper à l'exploration pétrolière. Mais il suscite l'intérêt des explorateurs pour des raisons géologiques. Une première exploration sismique serait effectuée par une société japonaise à partir des routes 5 et 6 de cha-

que côté du lac. Les professionnels font observer que l'on peut réaliser des forages non-verticaux, le point atteint par la sonde pouvant être décalé en distance horizontale jusqu'à 5 km par rapport à l'installation de surface.

## POCHENTONG

Les travaux progressent à l'aéroport de Pochentong : la **SCA**, Société Concessionnaire de l'Aéroport, et la **CAMS**, Cambodia Airport Management Services, les ont commentés le 25 octobre pour l'ambassadeur de France **Gildas Le Lidec**, le Conseiller Commercial de l'Ambassade **Dominique Causse**

## Pochentong peut faire face à l'afflux des visiteurs

et quelques journalistes.

Les travaux concernent d'abord la mise hors d'eau de la piste et des installations. Cette phase s'achève. Onze lacs artificiels et un réseau de canaux ont été creusés, des drains installés, qui conduisent les eaux de ruissellement jusqu'à un premier réservoir "d'urgence" d'où l'eau est pompée dans un second de 250 000 m<sup>3</sup>.

Six pompes "Chabot", alimentées par deux générateurs de 500 kWh, peuvent évacuer 2 400 m<sup>3</sup>/heure, un système capable de faire face aux plus fortes pluies. Une bonne expérience a été d'ailleurs vécue début août, avec une pluie d'une force exceptionnelle (60 mm d'eau en 20 minutes).

Il est prévu que l'eau du second réservoir pourra être distribuée aux paysans, et qu'un canal pourra conduire les eaux de surplus jusqu'au fleuve.

L'extension du terminal voyageurs est commencée. Elle ajoutera 700 m<sup>2</sup> au terminal actuel et permettra de faire face au nombre croissant de voyageurs, particulièrement aux quelque 400 passagers que les avions gros-porteurs débarquent d'un coup. Cette extension sera achevée en janvier 1997. Un nouveau terminal devra être construit dans quelques années. L'actuel terminal servira alors aux vols intérieurs.

La piste se révèle meilleure que l'on avait d'abord pensé. Il est dans l'immédiat inutile d'en construire une seconde, et inutile même d'allonger la piste existante. Avec ses 3000 mètres, elle suffit aux avions qui fréquentent Pochentong et peut même recevoir les plus gros porteurs existants. Elle ne serait insuffisante que pour des 747 décollant à pleine charge (c'est à dire pour joindre en vol direct les destinations les plus lointaines), un besoin qui ne s'exprime pas encore.

On étudie cependant la possibilité de couvrir cette piste d'un revêtement qui lui donnerait une plus longue durée de vie (les gros porteurs dégradent la piste beaucoup plus vite que les autres).

La sécurité a fait de très grands progrès avec la mise en service de deux camions-incendie modernes et puissants, servis par des pompiers spécialement formés.

Les finances : les difficultés rencontrées au début (voir CN n°

## sécurité : et les VIP ?

Pochentong est doté des appareils les plus modernes pour détecter tout objet suspect dans les bagages à main comme dans ceux qui voyagent en soute. Il y a aussi pour les personnes le portique détecteur de tout objet métallique.

Reste un trou énorme dans le dispositif : les "VIP", les "personnalités", embarquent dans l'avion sans subir ces contrôles. Or le titre de "VIP" semble attribué sans grandes difficultés à des personnes

diverses. Le contrôle est donc, au total, très inefficace.

"Tant qu'il n'y a pas de vols directs entre le Cambodge et la France, nous dit un professionnel français de la sécurité, je ne suis pas directement impliqué. Lorsqu'il y aura des vols directs, nous demanderons que le système soit complet. En attendant, il pourrait très bien se trouver qu'un commandant de bord refuse de décoller : c'est son droit s'il doute des conditions de sécurité

9 St. 360 Po.Box 2142  
PHNOM PENH - CAMBODIA  
TEL (855)-23-721 085  
FAX (855) 23-362 947



**Friedlander Cambodia**

- INDUSTRIAL ENGINEERING SERVICES
- ONSHORE/OFFSHORE MAINTENANCE
- ONSHORE/OFFSHORE CONSTRUCTION
- SHIP BUILDING
- UNDERWATER CONSTRUCTION

Imagination



Construction



Maintenance



Security & Quality

VILLA GROUPE 22 MONDOL 3 SANGKAT 3  
KHAN MITAPHEAP SIHANOUK VILLE  
TEL: 015-830-876 FAX: 034-320-086

# PROJETS A SUIVRE

47) ont été largement atténuées. Les compagnies aériennes retardataires paient maintenant leurs droits d'atterrissage et les commerces et services divers s'acquittent normalement de leurs droits.

"Reste, nous dit le directeur de la SCA M. Renzo Sacchi, que les taxes d'aéroport n'ont pas pu être portées au niveau prévu, jugé trop élevé, et que les recettes sont au total plus faibles que prévu. 17 millions de dollars, sur les 23 prévus pour 3 ans, ont été dépensés en 1 an. Pour compenser ce déficit il faudra porter de 20 à 25 ans la durée de la concession, une extension dont les accords initiaux avaient d'ailleurs prévu la possibilité".

## SIEM REAP

Le conseil d'administration d'APSARA du 18 septembre, et la réunion au CDC le 23, ont été mal compris et ont fait l'objet de commentaires erronés, explique l'Autorité pour la Protection du Site et l'Aménagement de la Région d'Angkor-Siem Reap (APSARA).

**zone hôtelière : rien n'est signé, on négocie ...**

La décision prise a été qu'APSARA et la société malaisienne YTL devaient discuter de la gestion en joint venture de la zone hôtelière, mais nullement qu'APSARA devait en passer par les volontés d'YTL. C'est APSARA qui, selon les textes fondateurs (décret du 19 février 1995 qui crée l'APSARA, sous-décret du 13 octobre 1995 concernant la zone hôtelière, notamment), est maître d'oeuvre des 560 ha de la zone hôtelière et de tout ce qui concerne la zone des temples.

Les négociations ont commencé : une réunion APSARA-YTL a eu lieu le 22 octobre. APSARA a fait part de son souhait 1) de conserver sous sa seule responsabilité, sans joint venture, les 60 ha qui doivent être aménagés les

premiers; et 2) de créer pour le reste de la zone hôtelière une joint venture, pour 70 ans, avec plusieurs partenaires, dont YTL si elle le souhaite. On attend la réponse d'YTL.

Pour le projet de "son et lumière", il n'en a pas encore été question, mais il est exclu de lier la création et l'exploitation d'un spectacle "son et lumière" à Angkor Wat avec les clauses d'un contrat concernant la cité hôtelière.

Le Comité International de Coordination pour la sauvegarde du site historique d'Angkor, créé à Tokyo en 1993, est d'ailleurs opposé à un son et lumière à l'intérieur d'Angkor Wat. La prochaine réunion plénière du CIC aura lieu le 9 janvier prochain.

## POLDERS

Ce sont bien 9200 ha, situés à Prey Nup (40 km au sud-ouest de Kompong Som), qui vont être protégés des eaux salées de la mer et drainés pour évacuer les eaux de pluie, par un système de digues, de canaux et de vannes. Ces polders avaient été créés vers 1933, réhabilités en 1956, et abandonnés depuis lors. Actuellement, environ 5 500 ha sont cultivés, avec un rendement inférieur à 1 tonne/ha.

## 9 200 ha de rizières digues et vannes contre l'eau salée

Un premier appel d'offres concernant 70 km de digues et 20 ouvrages de contrôle de l'eau a été lancé, le 18 octobre. Date limite pour le dépôt des propositions : 15 novembre. Les marchés doivent être passés en décembre, les travaux doivent commencer en janvier.

Ils devraient durer 2 ans. Le financement, 22 millions de FF, est assuré par la Caisse Française de Développement.

Lorsqu'ils seront terminés, avec l'augmentation des surfaces et le rendement atteignant 2 t/ha, la production annuelle de paddy triplera, passant à 18 000 tonnes.

6000 familles sont concernées, soit environ 35 000 personnes. Il s'agit de la plus grosse opération rizicole entreprise au Cambodge. Il est aussi prévu une phase de trois ans d'"accompagnement aux agriculteurs" : conseils pour la modernisation, avec parcelle de démonstration, et formation à la gestion du polder et l'organisation du crédit aux agriculteurs. L'objectif : que les agriculteurs gèrent eux-mêmes leurs affaires.

## HEVEACULTURE

L'aide française à l'hévéaculture cambodgienne s'achèvera fin 1996. Elle avait pour objectif de relancer la recherche, de la renforcer, de préparer les replantations (pépinières, jardins à bois), de former des cadres.

Les résultats de cette aide n'ont pas été entièrement négatifs. Côté recherche, l'Institut de Recherche sur le Caoutchouc Cambodgien, IRCC, a été reconstruit, et après retards et

## des réalisations, des déceptions ... et des mystères

péripiétés, se trouve maintenant achevé. Il a été "réceptionné" à la mi-octobre. Il est opérationnel, et "pourrait être officiellement inauguré".

Côté formation, une cinquantaine de cadres ont été formés, ingénieurs de recherche et ingénieurs d'unité industrielle (sur la plantation). Certains même ont été en stage en Côte d'Ivoire.

Cependant, contrairement à la

décision cambodgienne prise en janvier 1994 de privatiser les compagnies d'Etat, il n'y a pas eu de privatisation, et contrairement au Protocole signé le 3 juillet 1995 entre le gouvernement cambodgien et le gouvernement français (CN 36), il n'y a pas eu de restructuration de la filière caoutchouc. Les trois sociétés françaises candidates à une forme ou une autre d'accord avec le gouvernement cambodgien pour exploiter les plantations sont toujours dans le brouillard.

Dans ces conditions, l'aide française à l'hévéaculture cambodgienne ne sera pas reconduite. C'est une grande déception, car la France avait mis de grands espoirs dans le projet "hévéaculture", avec logique car les planteurs français ont la compétence et les moyens financiers. La France était prête à doubler au moins la somme déjà investie, environ 20 millions de FF (Affaires Etrangères et Caisse Française de Développement) pour aider à la remontée en puissance de l'hévéaculture cambodgienne (que des Français avaient jadis créée). Sans compter les dizaines de millions de dollars qu'auraient investis les planteurs français. Il aurait pu y avoir là une coopération franco-cambodgienne exemplaire et de longue durée.

Il y a bien sûr du dépit du côté français. Mais aussi une certaine inquiétude, objective, pour l'hévéaculture cambodgienne.

Les propositions françaises n'ont pas été "supplantées" par des propositions concurrentes. Elles ne sont en fait remplacées par aucun autre projet d'avenir. Les

(suite page 7)

le journal  
des  
décideurs  
votre  
meilleur  
investissement  
!

Cambodge Nouveau  
bi-mensuel  
Politique, Economie, Finance

Directeur de la publication : Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel  
Enquêtes : Soy Sothy  
Mise en page : Pen Mary  
Cartographie : Paragraph  
Impression : CIC  
Centre Informatique du Cambodge

tel (015) 91 19 67

**CAMBODGE NOUVEAU**

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh  
est vendu uniquement par abonnement  
exemplaire gratuit sur demande

# PROJETS A SUIVRE

"investisseurs, malaisiens" présentés aux Français comme des concurrents n'ont peut être aucune réalité. Les Français partis, il ne reste que le statu-quo, c'est à dire les intérêts en place, et le déclin en vue.

Avec des replantations très insuffisantes et que les spécialistes estiment de mauvaise qualité (mélange des clones, "trous" énormes...), et à défaut d'une reprise en mains rapide et vigoureuse, et de forts investissements, l'hévéaculture cambodgienne va au déclin et à la disparition.

Il y aura de toutes façons une chute considérable de la production dans les années 2002 / 2003. Les revenus sont déjà en forte baisse, car les prix du caoutchouc sur les marchés mondiaux sont en chute: ils sont passés de 1800 dollars la tonne pour la première qualité à 1400, mais le prix de vente du caoutchouc cambodgien, qui n'est toujours pas certifié, ne dépasse pas 900 dollars la tonne.

## CADASTRE

L'absence de cadastre, c'est à dire de relevé précis des lots qui divisent le terrain, que ce soit à la ville ou dans les campagnes et, avec ce relevé, la recension des propriétaires (qui peuvent être plusieurs par lot), cette absence de cadastre est une gêne con-

### deux ans pour reconstituer le cadastre

sidérable pour les transactions immobilières et une source continue de conflits.

Il existe un service du cadastre, et même deux, l'un municipal et l'autre national, mais il n'y a plus d'archives, tout a été détruit sous les khmers rouges. Sans renoncer aux procédures existantes, il faut reconstituer des documents de base.

IGN International SA (filiale de l'Institut Géographique National) vient d'achever la cartographie de Phnom Penh, première étape indispensable de la création d'un

nouveau cadastre. Il a signé il y a quelques jours avec le gouvernement cambodgien un contrat pour réaliser le cadastre de l'agglomération.

Pour le cadastre des provinces du Cambodge, il sera réalisé par des Finlandais. "Nous avons une grande habitude de travailler avec Finida, nous dit André Pannetier, directeur régional d'IGN International. Nous réalisons avec eux les cadastres de la Carélie, de la Lithuanie, de la Pologne, de la Roumanie ... IGN International travaille dans toute l'Asie. Nous apportons la méthodologie au Népal, au Bouthan, au Vietnam, à l'Indonésie ...".

Pour Phnom Penh, les travaux commenceront en janvier prochain et dureront deux ans. Ils coûteront 4 millions de FF, financés par le Trésor français. Ils consistent à établir, à partir de la cartographie :

- une *fiche parcellaire*, qui est la définition précise de la surface au sol de chaque parcelle ou unité cadastrale. C'est le travail d'un enquêteur et d'un topographe, qui fait les relevés et le piquetage;

- et une *fiche foncière*, qui indique la nature de la parcelle : usage d'habitation, industriel, etc ... , publique ou privée, s'il y a des étages, et l'histoire de la propriété. Cette fiche foncière peut être très compliquée.

"Il ne s'agit nullement d'établir des titres de propriété, souligne André Pannetier. Nous enregistrons simplement ce que les gens nous disent sur place. S'il y a désaccord ou litige, nous le signalons au département juridique".

Ces travaux concernant l'agglomération de Phnom Penh utiliseront une trentaine de Cambodgiens dans le cadre de l'assistance technique.

En fait l'établissement du cadastre est un sujet très sensible, parce qu'en plus des litiges existants souvent difficiles à trancher, le cadastre sert à établir les recettes fiscales.

Ce n'est donc pas l'IGN qui "établit le cadastre" mais, à

partir de ses travaux, les services cambodgiens compétents. Ce que l'IGN apporte, c'est l'outil de base : la méthodologie, l'assistance technique, le matériel, et la formation, de façon que les Cambodgiens puissent dans l'avenir prendre le relais et poursuivre seuls les travaux cadastraux.

## TELEPHONE NUMERIQUE

Les téléphones portables à système "digital" tels que nous les utilisons au Cambodge seront rendus obsolètes dans quelques mois par l'arrivée de portables à système "numérique", dits "GSM" (Global System Mobile) tels qu'ils existent déjà dans le monde entier.

En France par exemple, 99 % des portables sont "GSM". Au Vietnam, où ce système existe depuis 2 ans, il y a deux réseaux : Alcatel au nord, Erickson au sud. Les "extensions" (relais) devraient couvrir l'ensemble du pays avant 2000. De 30 000

### bientôt des téléphones portables "GSM"

appareils à la fin de 96 le nombre des terminaux passera à 300 000 en 2000.

La fréquence utilisée sera 900 mhz au Cambodge. Elle est de 1800 mhz dans certains pays. En France par exemple, deux sociétés sur trois, France-Telecom et SFR utilisent la fréquence 900, la troisième, Bouygues, la fréquence 1800.

Il y a quelques mois, la société conjointe formée de Comvik (suédoise) et des PTT cambodgiens a signé avec la société française Alcatel (qui avait déjà construit à Phnom Penh un central de 6000 lignes téléphoniques) un contrat pour exploiter un système GSM au Cambodge. Contrat emporté face au suédois Erickson grâce à une offre de plus de 20 % inférieure à l'offre suédoise.

Le contrat, qui concerne la construction d'un central, puis celle de "BTS", émetteurs intermédiaires qui permettront de couvrir l'ensemble du pays, représente 8 millions de dollars.

Il ne concerne pas les appareils, pour lesquels beaucoup de constructeurs s'affrontent sur les marchés mondiaux : Nokia, Motorola, Siemens, Erickson, Siemens, Alcatel; ... Les techniques évoluent très vite, de sorte qu'en six mois un appareil est déjà désuet. La recherche, et les progrès, portent d'une part sur la miniaturisation et d'autre part sur les batteries. On augmente la capacité des batteries et pour accroître leur durée on fait des appareils de plus en plus économes. Aujourd'hui un constructeur peut annoncer "7 jours de veille" sans recharge au lieu de 48 heures récemment encore, et 48 heures de conversation. Prix de vente des appareils ? Il est encore inconnu, il dépend de la politique commerciale du gestionnaire peut décider de vendre les appareils très bon marché, et gagner de l'argent avec les abonnements et le prix des communications).

Le nouveau système GSM pourrait démarrer au Cambodge dès le mois de décembre à titre expérimental.

Le GSM apporte une bien plus grande qualité des communications, et la capacité en lignes devrait enfin répondre aux besoins. La concurrence du nouveau système, pourrait être mortelle pour l'ancien.

Un autre avantage du GSM, c'est que grâce au "Global Star", un système de couverture mondiale qui se met rapidement en place et devrait être achevé dans deux ans environ (il utilisera une quarantaine de satellites), on pourra avec le même appareil communiquer avec tous les pays du monde, et passer d'un pays à l'autre en conservant le même numéro. Il suffira dans chaque pays d'acheter une carte de type "carte de crédit" qui adaptera l'appareil au central local.

Le marché est énorme, il se chiffre en dizaines de millions de "terminaux".

*Livres Livres Livres Livres ...*

**“Chroniques Cambodgiennes”**

D'avril 1990 à mars 1994, période complexe qui a précédé et suivi les Accords de Paris de 1991, avec la mission de l'APRONUC et les élections de 1993, Raoul Jennar, observateur belge indépendant travaillant pour le Forum International des ONG, s'est efforcé de voir clair et d'informer objectivement. Sous le titre de *Chroniques Cambodgiennes*, il a publié 29 rapports fortement documentés, aux commentaires vigoureux, qui sont comme le dit François Godement "une source précieuse pour éclairer une époque toute en demi-teintes et en faux semblants". Ces chroniques viennent d'être éditées en un gros ouvrage. Il y a là d'abord une énorme documentation scrupuleusement recueillie. L'auteur s'est informé aux meilleures sources, il a interviewé les responsables de tous bords, consulté un maximum de documents. On suit jour après jour, par exemple, des périodes

particulièrement délicates comme les 25 jours qui ont suivi les élections de mai 93. Deuxième mérite : ses commentaires, très personnalisés, font preuve d'un grand effort de lucidité, et elle n'était pas simple dans l'ambiance brouillardeuse, inorganisée, secrète, confuse de l'époque, traversée d'idées reçues et de langues de bois diverses. Raoul Jennar a dénoncé tous azimuts non seulement le cynisme, la duplicité et le danger khmers rouges, mais aussi sans aucune complaisance, voire avec fougue, les faiblesses, les erreurs, les mensonges, les arrière-pensées des acteurs de l'époque. Cela lui a valu de devenir une sorte de gourou pour les uns, une bête noire pour d'autres (les "visés" en général) et, le temps passant, un auteur respecté. On a retenu surtout les coups bien assésés qu'il a portés à l'APRONUC, à ses méthodes et à ses oeuvres - bien loin de "l'évaluation triomphaliste que font de l'APRONUC les milieux onusiens, les cercles diploma-

tiques et certains journalistes". Il est vrai que l'APRONUC "ridicule et irresponsable", "ne sachant plus qu'inventer pour manifester sa complaisance à l'égard des Khmers rouges" (p. 419), "totalement défailante", qui, "par maladresse, par ignorance et par couardise vient une fois de plus d'offrir un formidable encouragement aux khmers rouges" (p. 421), s'attire les plus virulentes critiques de R. Jennar. Equitable cependant, il reconnaît, évoquant la création d'un gouvernement légitime au Cambodge que "ce progrès formidable constituera une très importante réalisation de l'APRONUC" (p. 441). Et puis l'ONU n'était pas la seule cible de Jennar. Les Thaïlandais : "L'arrogance, la duplicité et la rapacité thaïlandaises ont dépassé les limites du tolérable" (p. 429); Les Occidentaux : "sont-ils aveugles, inconscients ou tout simplement cyniques ?" (p. 233); Le général Sanderson : "ce militaire qui s'est surtout distingué par ses aveux d'impuissance et son ignorance des réalités du pays" (p. 408); Les Etats-Unis : "le projet américain est clair : il s'agit de reconquérir une influence au Cambodge perdue il y a trente ans du fait du Prince Sihanouk, reconquise après le coup d'Etat de mars 1990, perdue de nouveau en 1975 (...). En se servant de l'APRONUC (...) ils peuvent espérer faire coup triple : prendre une double revanche sur Sihanouk et sur ceux que le Vietnam a installés au pouvoir; mettre en place un gouvernement ami; barrer la route à la France et à travers elle à l'Europe (...)" (p. 466). Citons encore en vrac parmi les cibles de ces Chroniques : les FARK et certains généraux (p. 505); l'exercice du pouvoir par les deux grands partis au lendemain des élections (p. 510); ... Toutes ces indignations, courageuses, justifiées, bien argumentées, donnent du piment à la lecture. Peut-être ont-elles contribué à redresser le cours des choses ? Pourtant la vertu principale de ce gros livre est à nos yeux de constituer une irremplaçable source d'informations et d'analyses lucides.

**Chroniques Cambodgiennes",** par Raoul Jennar, 524 pages, L'Harmattan, 1995.

**Bibliobus**

Un "bibliobus", camion-bibliothèque qui contient 2 500 livres, sillonne l'agglomération de Phnom Penh depuis un an. Il est né sur l'initiative du ministre de la Culture Nouth Narang. L'idée est de permettre à des enfants cambodgiens de lire, et de recréer un embryon de lecture publique, puisqu'il n'existe plus de bibliothèque municipale de prêt (la bibliothèque nationale a un rôle bien différent). L'expérience est un grand succès. Le bibliobus fait chaque semaine 5 étapes dans des pagodes, et les familles affluent. Non seulement les enfants, mais les parents apprécient les albums, les animations, les jeux éducatifs comme les puzzles, la lecture faite par un chauffeur aux talents multiples et trois bibliothécaires. "Je suis émerveillée par ce que j'ai vu", dit Françoise Dansette qui a organisé l'opération bibliobus et vient à Phnom Penh évaluer les résultats : "par l'intérêt que manifestent non seulement les enfants, mais les parents, les bonzes, les militaires, ... et par la bonne volonté de tous. Rien n'est volé, rien n'est perdu, même pas les pièces de puzzle !". Puisque les besoins sont immenses, il faudrait maintenant amplifier cette expérience, "en veillant à bien l'organiser". Jusqu'ici tous les efforts ont été faits par la France : le camion de 7 tonnes qui vient du Tarn grâce au ministère français de la Culture, les livres donnés par des éditeurs français et traduits en khmers ou ingénieusement enrichis de "bulles" en khmer par l'ONG SIPAR, la formation des bibliothécaires ... Il faudrait multiplier les bibliobus, à Phnom Penh comme dans les provinces, augmenter les effectifs impliqués, créer une structure légère, et pour cela que le relais soit pris par des organismes comme JSRC (Japon), l'Unesco, l'Unicef, ou encore le PASEC (Communauté Européenne) ... Il faudrait en même temps, estime Françoise Dansette, retrouver et acquérir les livres pour enfants existants, en khmer. Il y a 300 contes à l'Institut Bouddhique, par exemple. Ne pourrait-on les diffuser ? On pourrait aussi recréer des "circuits commerciaux" : réimprimer et mettre en vente, à faible prix, des livres pour enfants. Il semble évident qu'il y aurait des acheteurs, et ce serait un bon moyen de préserver la culture khmère.



## La Rotonde

Direction Française  
379, Quai Sisowath Jacz au Tonlé Sap  
près du Palais Royal

### Restaurant Panoramique

au 1<sup>er</sup> étage

Ouvert de 11h30-14h00 ~ 18h00-22h30

*Cuisine fine française, viandes grillées,  
Spécialités thaïlandaises*

### Glacier ~ Crêperie

au rez-de-chaussée

Ouvert de 10h00 à 1h00 du matin

- \* Grande variété de Glaces maison conçues par un maître glacier
- \* Carte de Crêpes salées et sucrées
- \* TROPICO ; quant c'est trop c'est....

(Fun Tea pêche ou citron, Rio, Choc'Menthe et nouveauté Choky chaud)